

REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITE-TRAVAIL-PROGRES

COUR CONSTITUTIONNELLE

Avis n° 05 /CC du 13 juin 2018

Par lettre n° 0045/ PM/ SGG en date du 07 juin 2018, enregistrée au greffe de la Cour le 08 juin 2018 sous le n° 17/greffe/ordre, Monsieur le Premier ministre saisissait la Cour constitutionnelle conformément à l'article 106 de la Constitution pour avis, selon la procédure d'urgence, sur le projet d'ordonnance portant prorogation de l'état d'urgence dans la région de Diffa.

LA COUR

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 2012-35 du 19 juin 2012, déterminant l'organisation, le fonctionnement de la Cour constitutionnelle et la procédure suivie devant elle ;

Vu la requête de Monsieur le Premier ministre ;

Vu l'ordonnance n° 17/PCC du 08 juin 2018 de Madame le Président désignant un Conseiller-rapporteur ;

Vu les pièces du dossier ;

Après audition du Conseiller-rapporteur et en avoir délibéré conformément à la loi ;

Aux termes de l'article 106 de la Constitution, *«Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de prendre par ordonnance (s), pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.*

Cette autorisation prend la forme d'une loi d'habilitation.

Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis de la Cour constitutionnelle. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant l'Assemblée nationale avant la date fixée par la loi d'habilitation.

A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa de cet article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans leurs dispositions qui sont du domaine de la loi.» ;

La Cour constitutionnelle peut être saisie pour avis, en procédure d'urgence, par le Premier ministre conformément à l'article 31 de la loi organique n° 2012-35 du 19 juin 2012, déterminant l'organisation, le fonctionnement de la Cour constitutionnelle et la procédure suivie devant elle ;

Le délai imparti à la Cour à cet effet est de cinq (5) jours ;

Au regard des dispositions sus-rapportées, la requête est recevable et la Cour compétente pour donner son avis ;

Le projet d'ordonnance soumis à l'avis de la Cour a pour objet d'autoriser la prorogation de l'état d'urgence dans la région de Diffa ;

Aux termes de l'article 68 de la Constitution, *« Le Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, proclame l'état d'urgence dans les conditions déterminées par la loi.» ;*

La loi n° 2015-07 du 10 avril 2015 modifiant et complétant la loi n° 98-24 du 11 août 1998 portant réglementation de l'état d'urgence dispose à l'alinéa 2 de l'article 2 (nouveau) que *« la proclamation de l'état d'urgence au-delà de quinze (15) jours ne peut être autorisée que par une loi pour une durée de trois (3) mois renouvelable.» ;*

L'article 106 de la Constitution dispose en ses alinéas 1 et 2 que *« le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander à l'Assemblée nationale, l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.*

Cette autorisation prend la forme d'une loi d'habilitation.» ;

La loi n° 2018-41 du 05 juin 2018 habilite le gouvernement, pour la période allant du 03 juin au 30 septembre 2018, à prendre des ordonnances dans plusieurs domaines dont les textes de forme législative nécessaires à la mise en œuvre du volet sécuritaire du Programme du Gouvernement, à l'exception de ceux relatifs aux matières visées aux articles 104 et 105 de la Constitution ;

Le projet d'ordonnance portant prorogation de l'état d'urgence dans la région de Diffa s'inscrit, dès lors, dans les matières et délai prévus par la loi d'habilitation n° 2018-41 du 05 juin 2018 et ne contient aucune disposition contraire à la Constitution ;

En considération de ce qui précède, émet l'avis suivant :

Le projet d'ordonnance portant prorogation de l'état d'urgence dans la région de Diffa est conforme à la Constitution.

Le présent avis sera notifié à Monsieur le Premier ministre et publié au Journal officiel de la République du Niger.

Avis émis par la Cour constitutionnelle en sa séance du 13 juin 2018 où siégeaient Madame Abdoulaye DIORI Kadidiatou LY, Président, Messieurs Oumarou NAREY, Vice-président, Mousatapha IBRAHIM, Illa AHMET, Issaka MOUSSA, Conseillers, en présence de Maître Issoufou ABDOU, Greffier en chef.

Ont signé le Président et le Greffier.

Pour le Président

Le Greffier en chef

Le Vice-président Oumarou NAREY

Me Issoufou ABDOU